

**LES MISSIONS DE
L'UNIVERSITE ET
SON ROLE DANS LE
DEVELOPPEMENT**

Leila Benlatrache.

Département des Sciences de la
Communication et de l'information
Université Badji Mokhtar- Annaba

Résumé

Les missions de l'université et leurs rapports au développement d'une société en général et de l'environnement immédiat en particulier. L'université d'Annaba en tant qu'université algérienne définit ses missions en essayant de réunir deux tendances, celle qui prône une mission classique en insistant sur un enseignement fondamental qui consiste en un développement d'un savoir pur et l'autre tendance qui défend une mission plus contemporaine mettant en avant le développement d'un savoir faire et l'importance des objectifs professionnalisation des universités. Une tentative assez problématique pour la réalisation de ces deux tendances a été observée à travers une dynamique instaurée entre l'université d'Annaba et ses environnements économiques, sociaux, politiques et culturel, à travers les formations supérieures courtes, les projets de recherches et les capacités entrepreneuriales des universitaires et leurs effets culturels et économiques sur l'environnement.

ملخص

مهام الجامعة وعلاقتها بتنمية المجتمع عموما والمحيط بوثيرة سريعة على وجه الخصوص.

جامعة عنابة كجامعة جزائرية تحدد مهامها من خلال محاولة الجمع بين نزعتين تلك التي تمجد مهمة كلاسيكية تؤكد على تعليم أساسي كركيزة لتطوير معرفة خالصة والأخرى التي تدافع عن مهمة معاصرة أولوياتها هي تطوير معرفة مع التأكيد على أهداف تمهين الجامعات.

لقد لحظة هذه المحاولة لتحقيق النزعتين من خلال ديناميكية أقيمت بين جامعة عنابة ومحيطها الاقتصادي والاجتماعي والسياسي والثقافي عبر التكوين العالي القصير المدى ومشاريع البحث والقدرات المقاومة للجامعيين وانعكاساتها الثقافية والاقتصادية على المحيط.

Introduction

L'université système complexe se caractérise par sa finalité, c'est à dire la spécificité de ses missions vers lesquelles tend un système malgré les pressions de son environnement. Ce que l'on attend généralement d'un système c'est sa contribution à servir les idées philosophiques, politiques culturelles et à accroître le potentiel scientifique et économique d'une société.

Un débat classique sur les missions du système éducatif en général et du système universitaire en particulier, débat, non encore résolu par l'université algérienne.

Cependant, si les missions ou << finalités d'un système ne sont pas exprimées à travers la formulation d'un projet, les énergies dépensées par les sous systèmes risquent de se mobiliser dans différentes directions, et l'observation des comportements des sous systèmes à travers les actions qu'ils entreprennent et les objectifs qu'ils atteignent révèlent parfois des finalités différentes de celles du système >>(¹).

Notre propos dans cet article est d'une part présenter la problématique sur les missions de l'université et leurs rapports au développement d'une société en général et de l'environnement immédiat en particulier. D'autre part montrer comment l'université d'Annaba en tant qu'université algérienne, se situe par rapport à ce débat. Selon quels processus et avec quels résultats l'université réalise ces missions dans son environnement. Montrer comment l'université, en tant qu'acteur de développement, agit au sein de son environnement et comment ses actions qui sont des comportements produisent des dynamiques qui vont dans le sens positif ou négatif de ses missions. Ce travail est inspiré d'une enquête réalisée pendant l'année 1999/2000 dans le cadre d'une préparation d'une thèse d'Etat sur l'université d'Annaba.

I - La mission classique de l'université : La transcendance du savoir universel et le développement d'un savoir-être.

Par le développement d'un savoir pur.

L'Université se distinguait par la nature de sa finalité, définie sur le plan global et universel de la société. Elle avait pour mission le développement des valeurs universelles et jouissait d'une reconnaissance collective, et d'une légitimité culturelle, idéologique politique. Cette légitimité lui permettait de disposer d'une marge importante d'autonomie. En Europe, la fonction de l'université ne s'est trouvée associée au développement économique que d'une manière indirecte et secondaire.

¹ D. Benoit « du microscope au macroscopie : l'approche systémique du changement dans l'entreprise » edi ESF, 1993, p 41

Avant les Universités participaient beaucoup plus à la formation des élites politiques et administratives de l'Etat ainsi qu'à la constitution synthétique des connaissances et à la " transmission critique de la culture commune, bourgeoise et humanistes propre à la modernité ⁽²⁾).

L'Université ne s'intéressait pas à la formation spécialisée de nouvelles catégories socioprofessionnelles directement engagées dans le développement de l'économie capitaliste. L'activité scientifique de l'Université était dirigée vers la connaissance de la " nature des choses " et non vers l'organisation et l'imagination de tout un système de contrôle des effets objectifs et particuliers de toutes les formes d'intervention humaine dans l'environnement.

Quant à la recherche, elle était conçue comme une finalité, une volonté de connaissance d'une réalité existant " hors. d'elle ", " en elle-même " et " pour elle-même ". La recherche était au service d'un savoir pur, qu'il s'agisse de la nature de la société ou de l'histoire. Donc recherche et transmission des connaissances se trouvent orientées vers le développement d'un héritage ayant valeur transcendante de civilisation.

Par le développement d'un savoir être, un savoir penser et un savoir dire.

L'Université en tant qu'institution ne planifiait rien, ne programmait rien, sa fonction se limitait à cultiver et développer la vie de l'esprit, l'esprit de la connaissance, la volonté et la puissance de compréhension, la faculté de juger ⁽³⁾.

Sa mission était le renouvellement d'un projet éducatif. L'Université fournissait des moyens éducatifs aux étudiants afin qu'ils développent une personnalité culturelle et sociale, un esprit critique, des capacités générales d'analyse, des " capacités d'auto-analyse ", et " d'autocorrection ", ainsi que des capacités de communication.

Enfin elle avait pour mission également, comme le souligne J.C. Lugan de développer les capacités adaptatives de chacun des étudiants par rapport aux situations les plus diverses qu'ils rencontrent sur le plan intellectuel, psychologique, moral, physique, développer si l'on préfère un savoir être ⁽⁴⁾.

I I - La mission contemporaine de l'université: le développement d'un savoir-faire : transcendance d'un savoir plus instrumentalisé.

D'après Freitag, le modèle institutionnel classique de l'université européenne a subi, lors de son implantation en Amérique, une transformation

² M. Freitag « le naufrage de l'université et autres essais d'épistémologie politique » edi la découverte , Paris 1995, p 35

³ ibid p 58

⁴J.C. Lugan, « essai d'application d'un modèle systémique critique à l'université » laboratoire d'anthropologie sociale, cahiers n °13 juin 1988, p 3

profonde. La relation entre les fonctions d'enseignement et de recherche a changé de nature et de finalité, la recherche de connaissance sera beaucoup moins polarisée vers le renouvellement critique des savoirs synthétiques qui forment la matière même de l'enseignement, que vers l'acquisition de la capacité méthodique de réalisation de recherches orientées de manière pratique, dans une perspective de problème solving⁽⁵⁾.

Le caractère institutionnel de l'université qui renvoyait à la priorité des fins s'est transformé en un caractère organisationnel avec une priorité des moyens. En effet l'Université américaine est devenue une entreprise gérée de façon managériale, avec un souci d'efficacité orienté vers l'adaptation permanente à la demande sociale et économique. Sa mission est devenue la recherche de développement des techniques, des capacités de faire, de produire, des capacités de prévision, de contrôle stratégique, d'imagination projective, de prospective.

L'Université se projette dans tous les domaines de créativité scientifiques, économiques, juridiques, sociales, artistiques, culturelles, civilisationnelles de la société. Elle se déploie sur tous les fronts, occupe tous les terrains en se mettant à leur service, et en répondant à leurs objectifs.

L'Université américaine, s'acharne à la réalisation de tous les projets susceptibles d'exister dans la société, crée et initie toutes sortes de programmes et revendique ensuite sa part des ressources qui y sont produites.

L'Université moderne se définit donc par une "extraversion de l'université dans la société" et une "intraversion de la société dans l'université". Cette situation de recherche d'occupation de tous les terrains fait perdre à l'université sa particularité fondamentale, celle du développement synthétique de la connaissance. Elle rentre désormais dans le jeu de la légitimité et de la finalité des grands systèmes d'organisation, concurrents.

L'Université n'est plus qu'un "catalyseur" parmi les autres et un lieu de "transition" et de "transaction" parmi les autres. Il en résulte une subordination de la formation et de la recherche, un asservissement de la pensée et de l'action au seul critère de productivité et de commercialité. L'Université perd son autonomie et sa liberté académique qui lui était très précieuse. Le modèle de l'université américaine est en train de se répandre partout dans le monde, même les Universités européenne (qui étaient le modèle à partir duquel s'est construite l'université américaine) s'orientent vers le modèle des universités anglo-saxonnes.

En France, par exemple, on constate l'apparition d'une tendance à mettre l'accent sur des objectifs de professionnalisation des universités avec une spécialisation très pointue (création de filières courtes) qui, comme le fait remarquer J.C. Lugan, << se fait dans un sens étroitement technique du terme >>⁽⁶⁾. Cette orientation ne pouvait se faire qu'au détriment de la première fonction de l'université : le développement d'un savoir et d'un savoir-être. L'université risque

⁵ M. Freitag, op cit p 39

⁶ J.C. Lugan op cit p 4

avec cette tendance << de participer à la production d'une bureaucratie et d'une technocratie et à la disparition d'un public cultivé >> (7).

Elisabeth Monod, souligne ce problème et insiste sur la nécessité de changer d'orientation car selon elle << l'ère des dirigeants spécialistes, si souvent ignorants des choses humaines, doit-elle évoluer vers l'ère des dirigeants plus généralistes et transdisciplinaires qui savent exercer un leadership de qualité et gérer l'innovation: la pensée verticale, locale et ponctuelle doit s'effacer devant une pensée globale, transversale, prospective et critique >> (8).

III- La mission de l'université dans le développement : réussir le consensus entre savoir , savoir faire et savoir-être et collaborer avec son environnement.

Le développement entendu dans le sens de croissance économique, progrès social et civilisationnel, implique non seulement des changements quantitatifs mais aussi qualitatifs. L'université doit épauler et couronner culturellement et scientifiquement le développement. Pour assumer cette mission et marquer sa place dans le développement, l'université se doit réussir le consensus entre ses fonctions de transmission du savoir, du savoir-faire et du savoir-être.

L'université doit d'abord retrouver sa plus haute mission, c'est à dire se recentrer sur un projet d'éducation supérieure et civilisationnel, car la préparation à la vie active n'est pas seulement assurer des contenus du cognitif sans le "personnel" ou " l'affectif ". Par ce projet éducatif, l'université participerait à sortir de la dialectique de la technocratie et de la bureaucratie. Ensuite, l'université doit se subordonner toutes les autres tâches qu'elle devrait assumer dans la société, sinon le développement se fera sans elle et en dehors d'elle par la création des hautes écoles lesquelles selon l'expression de Freitag: << la répudieront et la rabaisseront même si elles ont originellement essaimé hors d'elle >> (9).

Il est nécessaire d'assurer un équilibre entre formation générale et formation spécialisée. Il est important de revoir l'orientation de la professionnalisation de l'université, selon le critère que toute formation et toute recherche intellectuelle sont d'un niveau universitaire lorsqu'elles impliquent la maîtrise et l'application d'une technique mais aussi l'acquisition d'une capacité de jugement, comme le souligne M. Crozier << l'homme moderne a beaucoup plus besoin encore que celui d'autrefois de cet outil intellectuel qui demeure quand on a

⁷ Actuellement en France, il y a une remise en question de la formation des énarques. On leur reproche de ne pas savoir écouter ni délibérer, (c'est d'ailleurs le thème centrale de la campagne législative de Mai 1997)

⁸ E. Monod, « la nouvelle information et communication d'entreprise et la crise d'un paradigme idéologique moderne : in l'ordre communicationnel : les nouvelles technologies de la communication, enjeux et stratégies : actes du séminaire de recherche de recherche 1987/88, Université Paris IX, présenté par François du Castel, Pierre Chombart et collectif

⁹ M. Freitag, op cit p 59/60

tout oublié et qui vous permet d'avoir une prise sur le monde extérieur et d'utiliser de façon active et expérimentale toutes les connaissances que l'on peut acquérir par la suite >> ⁽¹⁰⁾.

La question est donc de savoir ce que nous voulons faire à l'université, récapituler les acquis accumulés au cours de l'histoire et / ou s'ouvrir à l'avenir. Actuellement, il y a une urgence de sortir de la connaissance en soi et pour soi et en même temps d'éviter le piège de la production d'une connaissance de plus en plus instrumentalisée. Il importe d'inventer comme l'écrit Caume << une nouvelle forme de civilisation dans laquelle culture et croissance doivent être Réconciliées >> ⁽¹¹⁾.

un rayonnement régional dans la formation des hommes et des compétences. Tout en appliquant la logique politico-culturelle d'un projet éducatif et civilisationnel, l'université a pour rôle, vu la crise de restructuration de l'économie et de l'emploi, de recourir à la logique économique. Cette logique économique incite l'université à prendre en considération la diversité et à penser la formation en prenant en compte les besoins et les ressources à l'échelon local.

L'université doit collaborer avec le terrain et appliquer << le principe de la légitimation de la diversité et du local >> ⁽¹²⁾.

En effet le souci de former des cadres pour le secteur productif doit être présent et de cela va << dépendre l'impact de l'université, centre de formation, sur le développement économique local >> ⁽¹³⁾. La création des technopoles ⁽¹⁴⁾ serait une étape de réalisation de la collaboration entre l'université et son environnement. C'est la mobilisation en commun des ressources matérielles et humaines, en vue de donner un avantage décisif aux activités à hautes technologies qui s'implantent sur leurs territoires. En effet le développement est un phénomène complexe auquel concourent plusieurs facteurs. Les technopoles constitueraient donc, la structure et le moyen de développer des synergies entre l'université et une multitude d'interlocuteurs et de partenaires. Enfin dans ce processus de développement, l'environnement entre dans toute une dynamique de changement, de réorganisation, de restructuration, en conséquence, l'environnement socio-politique est amené à connaître une évolution ⁽¹⁵⁾ des systèmes de décision par la présence de nouveaux décideurs et de nouveaux réseaux de décision.

¹⁰ M. Crozier, « la société bloquée », ed du seuil 1970 p 153

¹¹ J Caume, « la culture en action, de Vilar à Lang : le sens perdu » presses universitaire de Grenoble 1992 p 171

¹² B . Charlot, « l'école et le territoire, nouveaux espaces, nouveaux enjeux » ed Armand Colin Paris 1994 p 32

¹³ M.P. Brunes(coordonné par), ouvrage collectif, « université et développement urbain dans le tiers monde » ed du CNRS1989 p 169

¹⁴ Demain l'Algérie : les infrastructures de formation supérieures et de recherche : des pôles d'excellence pour l'aménagement du territoire, OPU Alger 1995

¹⁵ En Algérie, avec la démocratisation politique, on aura à faire à une évolution vers une représentation de la société par ses élus

L'université sera donc en face de nouveaux types de croissance économique et sociale qui l'interpelleront sur le plan de la recherche, de la formation, de la création et de l'information.

L'université sera appelée à s'adapter, en valorisant son potentiel intellectuel, en créant des techniques d'information et de communication avec son environnement. Cependant comme le rythme d'adaptation de l'université est plus ou moins long par rapport à celui du système productif, elle devrait donc penser à développer des capacités d'anticipation concernant les contraintes et les ressources, le sens de l'évolution pour une période déterminée, la nature des demandes en formation de son environnement (famille - secteurs productifs – société).

Cette problématique sur les missions de l'université nous a permis d'analyser comment se positionne l'université algérienne et plus particulièrement l'université d'Annaba par rapport à ces deux tendances d'autant plus que l'Université algérienne cherche ses modèles de développement et la définition de ses missions tantôt à partir du modèle européen (l'université Française) tantôt à partir du modèle anglo-saxon (l'université Américaine) .

Nous essayerons de décrire comment l'université d'Annaba tente de répondre à ces préoccupations universelles et particulières à ses missions dans le développement national et plus particulièrement régional et local. Comment l'université réalise son fonctionnement et ses missions par une interdépendance avec son environnement pour recevoir des ressources de toute nature et aussi pour placer des produits qu'elle a fabriqués et qui devraient participer ainsi au développement de leur environnement, c'est à travers cette interdépendance que s'affirme la capacité d'une université à participer à la transformation et au développement de son environnement.

Il faut souligner qu'Annaba a été conçue par le décideur politique d'abord comme pôle de croissance économique à partir d'un projet industriel de grande taille devant contribuer au développement économique du pays : la société nationale de sidérurgie : SNS (¹⁶).

Annaba n'a, aucun moment, été considérée comme pôle de rayonnement culturel et scientifique avec la création en même temps que SNS, d'une université. L'université d'Annaba n'avait pas de terrain foncier lui appartenant d'où sa structure matérielle et pédagogique éclatée : l'université s'était développée avec une stratégie d'occupation de l'espace Annabi par récupération (¹⁷) Ce n'est qu'à partir de l'année 1996 ,que le décideur politique a commencé à penser à la construction d'une université comme pôle de rayonnement culturel et scientifique pour Annaba et sa région .En effet un plan de développement de l'université d'Annaba 1996-2000 a été établi par le vice-rectorat chargé de la planification et de l'information (¹⁸), reposant

¹⁶ La SNS ou SIDER actuellement restructuré en holding constitué par plusieurs filiales

¹⁷ le cas des instituts de technologie, de droit, de sociologie et d'économie

¹⁸ Le plan de développement de l'université d'Annaba 1996/2000. c'est le cas de l'université de sciences et de technologie (site el hadjar), de l'université des sciences sociales et humaines (site el achour) et l'université des sciences agronomiques et vétérinaires à

sur un certain nombre d'actions définies en fonction des caractéristiques et des attentes de l'environnement socio-économique de l'université qui << permettront l'intégration de l'université dans la région où elle est appelée à asseoir un véritable rayonnement scientifique et culturel >> (¹⁹).

Notre objectif ici est de mettre en relief le processus d'échange et d'influence qui caractérise la dynamique instaurée entre l'université et ses environnements pertinents (économiques, sociaux, politiques et culturels) pour réaliser le consensus au niveau de la ville d'Annaba et de sa région, entre ses missions du savoir (l'enseignement fondamental), du savoir faire (l'enseignement professionnel ou opérationnel) et du savoir être (la formation d'une personnalité culturelle et sociale, un esprit critique, des capacités d'analyse, d'auto-analyse et d'auto - correction) ceci, à travers sa dynamique de rediffusion dans son environnement :

- par la formation supérieure courte comme tentative de réponse au besoin de l'environnement économique et la réalisation de l'adéquation formation-emploi.
- par les projets de recherche appliquée comme résolution des problèmes de l'environnement et intéressement aux particularités locales.
- par les capacités entrepreneuriales et les activités informelles des universitaires et leurs effets d'entraînement culturels et économiques sur l'environnement.

La formation supérieure courte ou l'adéquation formation / emploi

En 1982, les ministères du plan et de l'enseignement supérieur avaient élaboré une étude intitulée " les perspectives du développement de la formation supérieure à l'horizon 2000 ". Cette étude semblait prendre en considération, parmi les multiples fonctions fondamentales de l'université, la seule fonction économique. Elle avait été exclusivement élaborée à partir de l'objectif de couvrir le besoin en cadres des secteurs d'activité particulièrement économiques. Cette carte avait trois objectifs à réaliser:

Une meilleure adéquation formation / emploi

- la prise en compte d'une politique de l'équilibre régional
- la constitution d'une politique d'aménagement du territoire.

Dans ces prévisions, sont prises en compte les spécificités socio-économiques des différentes zones géographiques et des interrelations entre le cadre socio-technique et le système de formation supérieure.

El Tarf, ce plan a été fait avant la loi de réorganisation de l'université en système facultaire

¹⁹ ibid

La généralisation des formations supérieures courtes, celles des techniciens supérieurs (BAC5 semestres) et quelques années après les diplômes d'études universitaires appliquées: DEUA (BAC6 semestres) ⁽²⁰⁾ semblait répondre à cette préoccupation nationale et régionale.

Des rencontres entre université et secteurs utilisateurs avaient été organisées par l'université d'Annaba, les années 1992 et 1994 avaient permis de faire plusieurs constats par les différents participants et plus particulièrement les participants à l'atelier de travail sur le thème adéquation formation / emplois qui avaient soulevé un problème très important d'inadéquation de la formation cycle long et cycle court confondus:

des programmes de formation aux postes de travail le problème du choix des spécialités porteuses d'emploi la dévalorisation des diplômes (dévalorisation de l'encadrement et par voie de conséquence dévalorisation du porteur du diplôme).

Quant aux constats faits par les acteurs du secteur utilisateur, trois faiblesses avaient été soulignées:

une absence d'analyse du travail ou d'analyse de poste de travail avec les acteurs de terrain.

une utilisation irrationnelle des ressources humaines (l'emploi qualitatif n'existait pas).

un dysfonctionnement ne permettant pas des offres d'emploi réelles (il y avait à cette époque une offre latente mais freinées par des responsables non diplômés occupants des postes clés) ⁽²¹⁾.

A la question comment tendre vers une meilleure adéquation plusieurs propositions avaient été émises par ces ateliers.

Première proposition : rétablir la tradition des stages en entreprise, car les stages constituent une opportunité de réduction des écarts entre les exigences du poste et le profil des formés, d'où la problématique de l'analyse des besoins. Ils permettent aussi une adaptation progressive au poste de travail. Le stage permet aux enseignants de faire une évaluation "formative" différente de l'évaluation

²⁰ Le DEUA : diplôme d'études universitaires appliquées a été un changement de l'intitulé de technicien supérieur après les contestations des étudiants qui avec un BAC se trouvent orientés vers une formation courte, ce qui a été vécu comme une injustice. Suite à cette contestation le ministre de l'époque, Mustapha Chérif change l'intitulé en prolongeant la formation d'un semestre.

²¹ Constats faits par des cadres du secteur économique lors de ces réunions. Rapport de la rencontre université/secteur utilisateur

”sanction”, quant à l’étudiant, le stage sera pour lui l’occasion de s’auto-évaluer et de constater les manques et faiblesses à combler.

Deuxième proposition : Une redéfinition des programmes d’enseignement en concertation avec les secteurs utilisateurs, lesquels devraient exprimer le plus clairement possible leurs besoins afin que l’université puisse intégrer cette demande dans son programme général. L’objectif de cette concertation serait de servir à la fois à la diversification et à l’enrichissement des programmes. De cette manière, l’université resterait attentive et ouverte aux besoins “conjoncturels” des secteurs utilisateurs et de la société en général sans abandonner sa mission de transmission des savoirs universels ⁽²²⁾.

Troisième proposition : Revalorisation des diplômes et des statuts des diplômés, reconsidérer la hiérarchie des valeurs et revoir les modes d’insertion et d’accueil des nouveaux recrutés au niveau des entreprises (tout ce qui concerne le parrainage, le travail en équipe).

Quatrième proposition : Encourager la création d’emplois grâce aux capacités imaginatives des managers, faire de la prospective, essayer d’étudier les possibilités de reconversion ou des extensions de services. Il serait nécessaire de mettre en place un type de management qui puisse répondre à ce type de préoccupation.

L’importance de la formation supérieure courte à l’université d’Annaba

L’effectif des étudiants inscrits dans les cycles courts DEUA dans les années 1995, 1999 et l’année 2000 (voir tableau 01) montre le maintien de cette formation au niveau de l’université et son adaptation au profil d’emploi susceptible de se trouver dans la région. Les filières les plus demandées en 1999 et en 2000 sont surtout: l’informatique, la chimie, le génie civil, la biologie, la comptabilité fiscale, l’informatique de gestion et les sciences financières. L’effectif très important dans ces profils s’explique d’une part par l’ouverture du secteur privé seul absorbeur d’emploi actuellement et par la politique d’encouragement de l’emploi jeunes qui permet aux jeunes universitaires d’ouvrir des bureaux d’étude et d’autre part, par la situation d’Annaba en tant que région marine et agro-industrielle vu le complexe sidérurgique d’El-Hadjar et toutes les filiales qui ont essaimé à partir de lui et l’agro-vétérinaire qui commence ces dernières années à prendre de l’importance : La restructuration de l’institut des sciences agronomiques et vétérinaire (ceci avant l’application du système facultaire) en 3 instituts montre la volonté de l’université de s’adapter au besoin de son environnement. Trois instituts ont été constitué : l’institut des sciences vétérinaires, l’institut des sciences agronomique et l’institut

²² ibid

Tableau n° 01 : Evolution de l'effectif des étudiants inscrits en graduation cycle court :

année 1995 -99/2000 et 2000/2001 par famille de discipline

Discipline	Filière	Nombre par filière 1995	Nombre par filière 99/2000	Nombre par départ 2000/2001
Technologie	inf	381	528	
	eltn	291	290	427
	eltt	271	200	208
	mecan	310	300	156
	chimie	250	415	258
	mines	311	277	444
	metal	211	134	
	genie civil	413	435	
	TOTAL	2442	2579	1493
Biologie Et Sciences Exactes	Biologie		616	
	Agronomie	325		
	Sciences de la mer	027	025	125
	Biochimie			427
	TOTAL	352	641	552
Sciences Sociales et Humaines	Compt. fiscale	297	824	
	Inf.gestion sci financiere	270	766	439 584
	TOTAL	567	1590	1023
	Total des inscrits en cycle court	3361	4810	3068
	TOTAL des INSCRITS	16659	18993	28122

Nous constatons d'après ce plan de développement une volonté réelle des responsables d'ouvrir l'université sur son environnement par la diversification des filières et le maintien de la formation professionnelle.

Cependant, l'objectif de réalisation de l'adéquation formation /emploi par la généralisation des formations supérieures courtes, ne trouve pas son répondant au niveau de l'environnement, les tissus locaux ne suivent pas cette orientation. Les administrations locales et les entreprises publiques (souvent pléthoriques et se débattant dans des problèmes d'un autre ordre) ne sont pas ouvertes sur ces types de formations. Beaucoup de ces jeunes formés se trouvent sans statut juridique dans la fonction publique. Ces formations ont été mises en place à travers l'urgence de la situation (gestion des flux qui s'est fait en réalité beaucoup plus en fonction d'un principe politique et social qu'en fonction d'un principe économique) sans aucune réflexion sur les modalités d'insertion dans les marchés du travail ⁽²⁴⁾ Cette situation est devenue pour les étudiants et leurs parents, un facteur de dissuasion dans le choix de ces filières. En effet, ces formations créées pour une meilleure adaptation au développement local, ont fini par être perçues comme des sous produits des formations longues.

Partenariat entre le système économique et l'université au niveau de la formation.

Le développement et la survie des entreprises est lié aux opportunités et aux ressources qu'une région est capable d'offrir en créativité et en innovation à savoir la formation de " la matière grise".

La particularité des entreprises algériennes est que dès leur création elles s'étaient constituées comme entreprises formatrices. A aucun moment le secteur utilisateur n'a cherché la proximité d'un centre de formation supérieure pour s'implanter. Le secteur économique a évolué en Algérie en créant ses propres structures de formation supérieure, à certains moments du développement national, ce secteur est arrivé à former plus de diplômés que n'a formé l'université << La capacité de formation de ces instituts de formation supérieure est assez importante: 15800 diplômés en 1984-85. Dans le même moment, l'université produisait: 11713diplômés >> ⁽²⁵⁾. Les secteurs utilisateurs continuaient à former par eux mêmes et pour eux mêmes << En réalité l'industrie n'a pas formulé véritablement de demande à l'université. Elle a créé ses propres instituts de formation, elle envoyait ses propres stagiaires à l'étranger >> ⁽²⁶⁾.

L'histoire de la formation en Algérie a été marquée par cette absence de coopération entre l'université et le secteur utilisateur. Le partenariat est recherché uniquement dans les discours des uns et des autres, un vœu dont la concrétisation reste très faible pour ne pas dire absente sur le terrain. Les entretiens que nous avons eu auprès de quelques responsables d'entreprises l'année 1999, nous ont confirmé ce

²⁴ le DEUA et le DES n'ont pas de statut dans la fonction publique

²⁵ A. Henni(sous la direction), « La mise en œuvre de l'option scientifique et technique en Algérie, le système et de formation » le CREAD , 1990 p 78

²⁶ ibid p 83

constat. Les avis exprimés par ces responsables concernant particulièrement l'utilité pour l'entreprise du profil DEUA, ont été très critiques. Cet état tient au fait que ces formations ne sont pas techniques et donc ne sont pas susceptibles d'intéresser l'industrie << ce sont des formations théoriques en plus, ces formations créent la confusion entre un ingénieur d'application et un technicien supérieur >> ⁽²⁷⁾ L'entreprise préfère recruter un technicien supérieur formé dans les centres de formation professionnelle car il est plus opérationnel qu'un DEUA formé à l'université (voir tableau 02 de recrutement TS et DEUA). De plus on reproche à l'université de s'engager dans ce type de formation : << l'université n'a pas à former des techniciens supérieurs ou des DEUA, c'est la mission des centres de formation professionnelle, la mission de l'université est une mission plus noble, c'est la formation de la compétence et de l'excellence >> ⁽²⁸⁾.

Tableau n°02 : Type de diplômes recrutés par quelques entreprises de la ville d'Annaba

Type de diplôme entreprise	Technicien supérieur		DEUA	Ingénieur d'application
	université	Centre de formation professionnelle		
D. URB	-	7	0	0
D.TP	-	14	0	0
Hydrocid	2	4	5	0
ENSID	8	0	0	0
ALFASID		88	24	14

Quant aux responsables de la formation professionnelle, ils font une distinction entre la mission de l'université et la mission de la formation professionnelle << l'université c'est le niveau de conception et nous c'est le niveau d'exécution >> ⁽²⁹⁾.

²⁷ directeur d'une filiale de SIDER

²⁸ ibid

²⁹ directeur des centres de formation professionnelles

Partenariat environnement et université au niveau des activités scientifiques et des projets de recherche.

Les activités scientifiques

Les activités scientifiques organisées par l'université d'Annaba entre 1997 et 1999 ont été structurées autour de thèmes qui ont un intérêt commun à l'université et à son environnement régional, national et même maghrébin. Ce sont des thèmes d'actualité : ainsi deux colloques maghrébins sur la biologie et l'environnement organisés par l'institut des sciences de la nature, des séminaires nationaux sur la maintenance industrielle organique, des journées d'étude sur la pollution et le traitement des affluents animés par l'institut de chimie industrielle et l'intérêt des sciences de la communication organisé en partenariat avec l'institut des sciences de la communication et l'entreprise PROSIDER.

Les projets de recherche

Nous constatons une régression de l'activité recherche au niveau d'Annaba entre 1996 et 2000. En effet en 1996, 98 projets de recherche ont été agréés. Leur contenu est en rapport direct avec l'environnement physique, économique et culturel de l'université.

Tandis que l'année 2000 seulement 38 projets ont l'agrément, sur ces 38 projets, 21 sont en rapport direct avec l'environnement. Quelles que soient les raisons de cette régression, les quelques projets agréés pourraient être d'un apport considérable au développement local, s'il y avait un réel partenariat entre les secteurs bénéficiaires des sujets de ces projets et l'université, ceci à plusieurs niveaux.

Le niveau résultat et expertise, rendus possibles par la recherche, répondrait aux problèmes techniques et économiques vécus par l'entreprise.

Le niveau des publications des résultats qui serviraient à augmenter le stock de documentation de l'université et celui des secteurs économiques et participerait à enrichir les librairies de la ville d'Annaba en documentation scientifique et culturelle.

Ce type de partenariat n'existe pas encore. En effet dans ces projets, les chercheurs sont tous des enseignants universitaires et le financement de ces projets se fait entièrement par le ministère de l'enseignement et de la recherche scientifique qui octroie chaque année un budget recherche pour les universités⁽³⁰⁾.

³⁰ souvent ces projets restent à l'état de projets ou des formes de bilans de recherche sans résultats concrets

Les post-graduations spécialisées: PGS

Ce sont des formations de perfectionnement et de recherche essentiellement orientées vers les préoccupations de l'environnement socio-économique, dont la mise en œuvre a pour objectif l'ouverture de l'université sur son environnement et aussi de permettre aux enseignants chercheurs de s'impliquer davantage dans ce type de formation grâce à l'établissement par l'université d'un système de prestation de service. En ce qui concerne ce type de formation, on constate une situation paradoxale de coopération entre l'université et son environnement, particulièrement les entreprises économiques telles que SIDER. Ainsi au lieu d'assister à des relations de partenariat on se trouve en face d'une situation de concurrence entre ces deux structures dont les missions principales de l'une est la formation supérieure et la recherche et celle de l'autre la production économique. Cette situation de concurrence se caractérise par, non pas la création mais la reproduction de la formation des PGS au sein d'un institut de formation pour l'entreprise l' ISGA ⁽³¹⁾, une formation conçue et assurée déjà par l'université. En effet l'ISGA, assure en partenariat avec l'université de la formation continue, quatre PGS (protection de l'environnement, jeune manager, maintenance industrielle et gestion industrielle) avec un encadrement assuré par des consultants. Les 80% des consultants sont des enseignants de l'université d'Annaba et les 20% sont des praticiens de l'entreprise.

On assiste donc à une tentative de faire appel à l'université non pas pour encadrer grâce à son capital de savoir et de savoir faire mais seulement pour l'obtention du "saut" du ministère de l'enseignement supérieur qui donnerait un statut académique à une formation post-graduée assurée par un institut de formation pour l'entreprise, qui se positionnera sur le marché de la formation pour le secteur économique non pas comme partenaire de l'université mais comme son concurrent.

Capacités entrepreneuriales et activités informelles des universitaires et leurs effets d'entraînement culturels et économiques sur l'environnement.

L'intérêt de l'existence d'une université dans une région est son rôle dans l'élévation du niveau socio-culturel de la société. Comment l'université d'Annaba participe t-elle à ce processus de transformation, avec quelles ressources et quelles contraintes et selon quels résultats?. Selon les entretiens que nous avons effectués auprès de différents acteurs de l'université, (enseignants, responsables et étudiants),

³¹ l'ISGA : institut supérieur de gestion d'annaba, né de la volonté d'entreprises publiques de doter l'EST Algérien d'un institut de formation au management. C'est une société civile au capital de 4,3 milliards de dinars algériens détenus par 4 entreprises «(SIDER , ASMIDAL, ENIP, ENMTP) et fait de la prestation pédagogique depuis 1979

les universitaires participent selon des modalités différentes à une transformation de l'environnement qui ne va cependant pas dans le sens des missions d'une université.

Au niveau politique: les enseignants universitaires commencent, avec le processus de "démocratisation" à s'intéresser à la vie politique, quelques uns sont présents dans l'Assemblée Populaire Nationale ou dans le Sénat. Il reste cependant à savoir si l'université fait partie de leurs préoccupations?

Au niveau associatif: les universitaires investissent les mouvements associatifs à but non lucratif, des associations à caractère social, tel que l'association pour la protection de l'environnement, ou l'association pour les enfants malades du diabète, l'association SOS personne en détresse. Même si le nombre des universitaires n'est pas très important, leur participation à la structuration du tissu associatif pourrait avoir dans l'avenir une influence sur le développement socio-politique. Car comme le fait remarquer le recteur de l'université « si les universitaires ne sont pas dans les partis politiques ou dans les mouvements associatifs, ils ne sont pas dans la société, celle justement qu'ils doivent connaître. Au sein de la ville, il n'y a pas beaucoup d'universitaires qui agissent sur l'environnement par le mouvement associatif »⁽³²⁾.

Au niveau des activités économiques informelles: A partir d'un sondage informel et une observation du terrain et quelques confidences de certains universitaires (car ce sujet est très délicat) nous avons répertorié les différents créneaux utilisés par les enseignants universitaires à titre informel et parallèlement à leur tâche d'enseignement (ou activités " clandestines " , voir tableau n°03)

³² entretien avec le recteur de l'université d'Annanba

Tableau n°03 : activités informelles des enseignants

Type d'activité	Profil de l'enseignant
petite entreprise dans l'embellissement de devanture de locaux commerciaux	sociologue
gérant de pharmacie(pharmacie familiale)	sociologue
Exploitant agricole(capital terre loué)	profils divers
boulangerie	lettre
quincaillerie et pièces de rechange	génie civil
micro entreprise (BTP)	génie civil , chimie
achat et vente de véhicules	technologie
l'agroalimentaire(entreprise familiale)	chimie , technologie
Consultant vétérinaire	biologie et vétérinaire
électroniques informatique (commerce)	informatique
Restaurant et hôtellerie	profil divers
librairie, importation de documents divers	profil divers
Entreprise de transport:petits bus pour l'urbain et le semi urbain	profil divers
bureaux de consulting : communication	Sociologue
architecture	Genie-civil
expertise comptabilité	économistes
Formation para publique	tous les profils
intervenant dans les centres de formation professionnelle des entreprises	tous les profils

Il convient de souligner que les activités informelles des enseignants du supérieur n'est qu'un épiphénomène ,cependant il est difficile de ne pas voir dans la manière avec laquelle ce processus s'amplifie dans l'environnement,un syndrome inquiétant.Dailleurs on s'interroge sur les types de déclencheurs dans ces activités parallèles. Est-ce des déclencheurs individuels(insatisfaction au travail, avoir le sentiment que ses compétences sont mal utilisées) ou des déclencheurs familiaux (présence de parents entrepreneurs), ou sociaux (le gain facile,pouvoir mener une vie de luxe) ou enfin des déclencheurs organisationnels (salaires insuffisants,conditions de travail médiocres, système en crise) Cependant quels que soient ces déclencheurs du comportement de retrait des enseignants, nous ne pouvons les considérer comme des déclencheurs d'attitude entrepreneuriale, ce sont plutôt des attitudes refuges que des attitudes productives. En effet il ne s'agit pas de la création de micro-entreprises créatrices d'emplois, mais des activités secondes de petits commerces.

Cette situation nous fait constater que l'université ne réussit ni à être un système de formation professionnelle, vu les reproches du secteur utilisateur ni un foyer de culture et de recherche pour le développement local. Ce phénomène de " retrait " (les enseignants s'intéressent très peu à la vie universitaire, leur

motivation diminue suite à l'absence de promotion ou de revalorisation des rémunérations) nous rappelle un peu le retrait de l'institution universitaire française de beaucoup d'étudiants et d'enseignants après la crise de Mai 68, bien que les fondements de la crise ainsi que les résultats n'ont aucun rapport avec le phénomène que nous citons ici.

Cependant la similitude se situe au niveau de cette invention comme l'écrit R Boudon ⁽³³⁾ d'une double vie. En France après Mai 68, les étudiants et les enseignants reportaient ailleurs l'essentiel de leurs intérêts. Les enseignants consacraient très peu de temps à leurs tâches pédagogiques et se mettaient à produire un genre nouveau de production qui n'a rien à voir avec une recherche scientifique ou philosophique que R. Boudon qualifiait " de littérature byzantine ". Même comportement de retrait chez quelques universitaires d'Annaba ⁽³⁴⁾. Ils ne se consacrent à aucune production intellectuelle ou scientifique, ou de manière peu significative car les intellectuels d'après la définition d'Edgar Morin, sont ceux qui « tentent d'accéder par le plein emploi de leurs forces productives, c'est à dire l'activité intellectuelle elle même, à l'indépendance de l'esprit et à la souveraineté de la raison [...] les intellectuels, sans renoncer à la profession ou la carrière, mais à partir de celle ci, se vouent à la mission d'œuvrer, par les idées et pour les idées ,dans l'intérêt de chacun et de tous » ⁽³⁵⁾.

Une première explication de ce phénomène (qui reste à approfondir), est que d'abord les universitaires algériens vivent un profond désenchantement entre les espoirs qu'ils avaient mis sur un diplôme et un statut professionnel sur le plan du prestige socio-culturel et du niveau matériel, et la situation professionnelle vécue qui s'est avérée très médiocre (mauvaise conditions de travail, salaires médiocres, dévalorisation sociale et économique du métier d'enseignant dont le résultat actuel est la clochardisation de celui ci).

Ensuite, la désorganisation du système universitaire qui n'arrête pas de subir des réformes, crée une incapacité permanente de stimuler et de récompenser à la fois des activités de type cognitif et finit par encourager par cette faiblesse de nombreux universitaires à recourir à des activités marchandes ,spéculatives n'ayant aucun intérêt culturel ou socio-économique (au niveau de la création d'emplois) aussi bien pour leur environnement que pour l'institution qu'ils représentent.

En outre, l'université par sa multifonctionnalité devrait avoir un rôle d'animation culturelle pour sa région, en formant et en diffusant un esprit d'entreprise capable de se redéployer par la création de micro-entreprises porteuses de valeurs aussi bien matérielles que socio-culturelles.

Cependant changer ce comportement de retrait chez l'universitaire algérien et annabi plus particulièrement, le rendre utile et opérationnel pour son

³³ R Boudon, « effets pervers et ordre social » PUF1979

³⁴ Leur nombre n'est pas représentatif de tous les universitaires d'Annaba, cependant il y a une amplification du phénomène encouragé par la persistance de la médiocrité de la situation de l'université.

³⁵ E . Morin, « la méthode », vol 4 p 64

environnement, nécessite le changement du système qui le génère et le renforce. Pour cela il faudrait comme le souligne M.Cozier « rendre possible des pratiques différentes, il faut créer les conditions nécessaires pour qu'un autre jeu différent puisse émerger »⁽³⁶⁾.

Par ailleurs ce phénomène comme expression d'un grave dysfonctionnement du système social en général et du système universitaire en particulier, nous a permis de constater l'absence d'une "vocation novatrice" chez les universitaires, qualité essentielle chez un entrepreneur. En effet nous ne retrouvons pas chez eux certains éléments essentiels à l'émergence de l'activité entrepreneuriale et plus particulièrement dans un pays en développement, à savoir l'aptitude à fournir les éléments économiques manquantes et la création d'entité ou d'entreprise qui « oeuvrent sur le long terme pour transformer des éléments »⁽³⁷⁾. L'esprit d'entreprise c'est aussi la maîtrise d'une culture entrepreneuriale qui consiste en un changement d'attitude à l'égard du travail ou de l'activité que l'on veuille pratiquer, qui « d'une technique de survie et d'un moyen primitif de dégager un profit, devient un instrument de salut, dont se sert l'homme et qui le sert »⁽³⁸⁾.

Le développement n'étant qu'une partie d'un processus général de modernisation, qui englobe en plus de l'économique, le social, le culturel et le politique. Pour participer au développement local (et non pas à l'économie locale), l'université et les universitaires devraient tenir compte des interpénétrations de l'intellectuel et du non intellectuel dont l'économique, le technologique et le socio-politique. Au système universitaire revient l'obligation de créer un climat culturel nécessaire à l'épanouissement de l'esprit d'entreprise, et aux collectivités locales et les autorités locales de mettre en œuvre un climat social et économique, un système de partenariat propice à la concrétisation entrepreneuriale, autrement dit, créer une réelle synergie entre les différents acteurs locaux de développement. Pour cela, l'université comme lieu de la formation des compétences et de l'excellence, devrait former des acteurs porteurs et diffuseurs de connaissance et de culture. Une culture à la fois comme ensemble de valeurs et de normes qui guident et ordonnent les comportements et comme instrument et capacité que les individus « acquièrent, utilisent et transforment en bâtissant et vivant leur relations et leurs échanges avec les autres »⁽³⁹⁾.

Les caractéristiques culturelles des structures de l'université en tant que "système d'action" et les multiples jeux et actions à travers « lesquels s'opèrent l'articulation et l'intégration des stratégies divergentes des individus ou groupes

³⁶ M. Crozier, « l'entreprise à l'écoute, apprendre le management post-industriel » inter éditions 1991 p 75

³⁷ J. L. Landa, « culture et activité entrepreneuriale » dans « esprit d'entreprise, cultures et sociétés »Maxima, Laurent du Mesnil éditeur, 1993 p 205

³⁸ B. Berger et al « la culture entrepreneuriale moderne » dans « esprit d'entreprise, cultures et sociétés » op cit p 21

³⁹ M. Crozier et E. Friedberg, « l'acteur et le système », édi du seuil 1977 p 210

membres conditionnent les choix qu'elles sont capables de faire en matière de politique de développement, de rapport avec l'environnement. »⁽⁴⁰⁾

C'est ainsi que l'université malgré ses efforts d'ouverture sur son environnement reste un système cloisonné, vu les stratégies divergentes de tous les acteurs de sa région et plus particulièrement les acteurs –membres de l'université. Un système cloisonné, rigide et fonctionnant sans sanctions ni récompenses, ne permettant pas la créativité, serait un système comme le souligne E Morin «< incapable d'anticiper le développement, ou simplement d'y participer qualitativement »⁽⁴¹⁾.

Conclusion

Si l'université d'Annaba n'a pas réussi à avoir un rôle d'entraînement culturel et scientifique au développement local, c'est, nous le pensons, parce que l'ensemble des acteurs de développement, n'ont pas saisi le processus mondial en cours où l'heure est au technopoles, forme d'association entre collectivités, entreprises et université dans une action commune de formation et de recherche, car il existe « dans l'environnement d'un système des éléments qui ont une action motrice ou une action de blocage sur le changement à réaliser et qu'il importe d'identifier et de prendre en compte. »⁽⁴²⁾ L'université doit devenir l'affaire de tous, ce qui n'aura que des retombés utiles, pour les collectivités qui vont pouvoir réaliser le développement local et satisfaire les besoins de leurs "administrés", pour les entreprises qui auront à leur côté les producteurs des compétences nécessaires à leur fonctionnement et, pour toute la société où hommes et femmes qui connaîtront un épanouissement culturel et personnel, pour l'Etat qui va pouvoir améliorer le niveau de formation afin de pouvoir sinon se maintenir du moins faire face à une compétition économique et scientifique internationale. Pour cela, il est indispensable d'assurer) à tous les niveaux, un partenariat actif :

1) au niveau des entreprises et des collectivités locales: un soutien des initiatives en matière d'enseignement supérieur, une initiation des actions complémentaires à celles de l'Etat.

- Sur le plan social : développer des équipements collectifs, un soutien matériel aux étudiants et aux enseignants et une politique de logement et de restauration.

- Sur le plan de la recherche: aider le développement de la recherche, aussi bien celle qui répond à un besoin exprimé par les collectivités que celles présentant un intérêt culturel, historique et autres.

⁴⁰ ibid p 218

⁴¹ E. Morin, op cit

⁴² D. Beriot op cit p 38

2) Au niveau de l'université : L'université doit mettre ses capacités d'expertise et de savoir faire à la disposition des collectivités locales .Un échange qui se réalisera soit par le biais des conventions, des contrats soit par le biais d'enseignants chercheurs.

3) Au niveau de la tutelle : Les acteurs centraux (gouvernement et ministère) doivent encourager et prendre en considération trois variables clés pouvant seules avoir un réel impact sur le développement national, régional ou local, ces variables relais entre le système université et l'environnement sont

-L'implication des enseignants universitaires, car si le système est stimulé, s'il dispose de ressources et de conditions matérielles suffisantes si le statut des universitaires est valorisé à l'échelle de la société, l'implication des universitaires a de plus grandes probabilités d'être forte. Dans le cas contraire, ils peuvent chercher à s'investir hors des structures strictement universitaires.

-L'implication des étudiants. Cette implication dépend des conditions matérielles et des conditions d'encadrement des universités mais aussi des espérances professionnelles des étudiants.

-Le statut socio-économique des universitaires : C'est aussi une variable clé, car il s'agit de la place dans la hiérarchie des statuts sociaux des universitaires, telle qu'elle est perçue à un moment donné par l'ensemble des acteurs d'une société. Cette variable influence la compétence des universitaires et sa progression dépend de la volonté des acteurs centraux comme elle dépend aussi de la hiérarchie des valeurs sociétales.

Bibliographie

- D. Beriot , « du microscope au macroscopie, l'approche systémique du changement dans l'entreprise » édition ESF 1993.
- B. Berger , « la culture entrepreneuriale moderne » dans « esprit d 'entreprise, cultures et sociétés »Maxima,Laurent du mesnil éditeur1993.
- M. Brugnes P (coordonné par), « université et développement urbain dans le tiers monde » édition du CNRS 1989.
- R. Boudon, « effets pervers et ordre social » PUF 1979
- M. Crozier et Friedberg E , « l'acteur et le système » édition du seuil 1977.
- M. Crozier , « la société bloquée » édition du seuil 1970.
- M. Crozier, « l'entreprise à l'écoute, apprendre le management post-industriel » inter éditions 1991.
- J. Caume, « la culture en action, de Vilar à Lang :le sens perdu » presses universitaires de Grenoble 1992.
- B. Charlot, « l'école et le territoire, nouveaux espaces, nouveaux enjeux » édition Armand Colin 1994.
- M. Freitag, « le naufrage de l'université et autres essais d'épistémologie politique » édition la Découverte Paris 1995.

- A. Henni (sous la direction) « la mise en œuvre de l'option scientifique et technique en Algérie, le système d'enseignement et de formation » le CREAD 1990.
- J. C. Lugan, « essai d'application d'un modèle systémique critique à l'université » laboratoire d'anthropologie sociale, cahiers n°13 juin 1988
- J. L. Landa, « culture et activité entrepreneuriale » dans « esprit d'entreprise, cultures et sociétés » Maxima, Laurent du Mesnil éditeur 1993.
- E. Morin « la méthode » volume 4
- E. Monod, « la nouvelle information et communication d'entreprise et la crise d'un paradigme idéologique moderne » in l'ordre communicationnel : les nouvelles technologies de la communication : enjeux et stratégies : actes du séminaire de recherche 1987/88, université de Paris IX, présenté par François du Castel, et collectif.

Documents

Demain l'Algérie « les infrastructures de formation supérieures et de recherche : les pôles d'excellence pour l'aménagement du territoire. OPU , Alger 1995.

Le plan de développement de l'université d'Annaba 1996/2000

L'approche des espaces marginaux a été exprimée pendant longtemps en termes géographiques, comme c'est le cas des rapports au centre, considéré comme lieu privilégié de production et de diffusion du bien-être économique et social. Il existe cependant d'autres formes de marginalité exprimées par le statut de ceux qui y participent, ce sont les espaces économiques marginaux, ou ces qui les délimitent appartenant au secteur informel. L'étude de ces phénomènes dans ce pays démontre qu'en Algérie, malgré son statut de marginalité, le secteur d'activités économiques informelles contribue à la prise en charge et à la résolution d'une bonne part des problèmes de chômage de jeunesse et fait donc preuve d'un degré d'adaptation aux difficultés locales. Nous proposons dans une réflexion épistémologique de la prise en compte dans un cadre théorique et épistémologique. Cet article tente de pointer un équilibre sur une activité commerciale informelle, celle de la vente de légumes.

Mots clés : Algérie, activités économiques marginales, secteur informel, espaces sociaux, transition, marginalité, épistémologie, l'informel, flexibilité, rentabilité, dynamique de l'espace.

Abstract

The approach of marginal spaces was expressed for a long time in geographical terms, based on the criteria of the relationship to the centre which is considered a privileged place of production and diffusion of the economic and social welfare. However, there exist other forms of marginalization expressed by the